

La réalisatrice Katia Lara revient dans son dernier film sur le réseau d'intérêts frauduleux dénoncé par la militante Berta Cáceres, assassinée en 2016. Un drame parmi de nombreux autres qui se multiplient

# Corruption meurtrière au Honduras

LAURA MORALES VEGA

**Amériques** ▶ Berta Cáceres a été tuée par la corruption. C'est la thèse avancée par le documentaire *Berta Soy yo* de la réalisatrice hondurienne Katia Lara. Le long métrage présenté ces jours dans le cadre du festival Filmar à Genève<sup>1</sup> revient sur les liens d'intérêts qui ont permis, dans un premier temps, l'implantation de projets hydroélectriques et d'extraction minière sur les territoires de peuples autochtones, et dans un second temps, conduit à l'assassinat de cette activiste mondialement connue.

Alors qu'au moins 23 défenseuses de l'environnement ont été assassinées depuis janvier 2022 au Honduras<sup>2</sup>, les attentes sont grandes envers le gouvernement de Xiomara Castro, issue du parti de gauche Liberté et refondation et entrée en fonction depuis moins de deux ans. Le changement de paradigme après les deux mandats de l'ancien président Juan Orlando Hernández, actuellement poursuivi aux États-Unis pour narcotraffic, donne lieu à un élan d'espoir, selon Katia Lara. *Le Courrier* l'a rencontrée.

**En quoi l'assassinat de Berta Cáceres est-il particulièrement impactant dans le contexte de l'insécurité pour les défenseur·ses de l'environnement au Honduras?**

**Katia Lara:** Ce cas a pris une dimension internationale. Berta savait elle-même qu'il serait très difficile, pour elle et ses camarades de la COPINH (*Conseil civil des organisations populaires et indigènes du Honduras*, ndlr), de mobiliser suffisamment de moyens et de visibilité en restant isolés au Honduras. Elle a mis un point d'honneur à créer des liens entre les luttes, en Amérique latine, mais aussi en Afrique.

Elle a aussi été la seule à désigner directement les banques et les institutions financières comme responsables des dégradations à l'environnement et des intimidations aux communautés autochtones. Elle les a nommées sans détours: la banque



Milton Benítez, journaliste spécialiste de la corruption financière, fait figure de personnage principal dans le documentaire. Il visite ici la tombe de Berta Cáceres. KATIA LARA

FICOHSA (*Banque financière et commerciale du Honduras SA*, ndlr), la filiale hondurienne de la banque BAC (*Banque d'Amérique centrale*, ndlr), l'entreprise DESA (*Développements énergétiques SA*, ndlr), entre autres. Elle a expliqué l'implication de la puissante famille Atala Zablah qui intègre toutes ces entités. Camilo Atala Farja, président de FICOHSA, est le cousin de Jacobo Nicolás Atala Zablah, vice-président de l'entreprise DESA et président de BAC Honduras. Plusieurs autres membres de la famille Atala Zablah font parti du conseil d'administration de DESA.

**Aujourd'hui, David Castillo, directeur de l'entreprise DESA, a été condamné à plus de vingt ans de réclusion pour le meurtre de Berta Cáceres. Justice a-t-elle été faite?**

Non. David Castillo a été condamné en tant que coauteur intellectuel de l'assassinat de Berta, mais en réalité, c'est un homme de paille du clan des Atala Zablah. Ce sont eux qui ont investi financièrement, ce sont eux qui avaient le plus



**«Le gouvernement a bousillé le business tout-puissant de certaines multinationales et elles ne sont pas contentes»**

Katia Lara

à perdre si le barrage prévu par le projet hydroélectrique d'Agua Zarca, dénoncé par Berta, ne pouvait pas être finalisé. Jacobo Nicolás Atala Zablah a été appelé comme témoin au procès, mais c'est tout. Et encore, il a refusé de témoigner et est resté silencieux devant le juge.

Très récemment, début novembre, un nouveau procureur général a été élu dans le pays, Johel Zelaya. C'est une personnalité qui a déjà défendu des peuples autochtones et qui n'est pas issue des sphères traditionnelles du pouvoir. Il a enclenché des procédures contre des politiciens corrompus qui entourent l'ancien président. Alors nous avons bon espoir qu'il pourra s'attaquer judiciairement à la famille Atala.

**Etes-vous optimiste sur l'évolution de la situation, malgré les nombreux assassinats qui ont toujours eu lieu depuis deux ans?**

Soyons honnêtes, les conditions dans les zones rurales où habitent les peuples autochtones sont mauvaises. Les peuples in-

digènes restent vulnérables et il y a toujours des déplacements forcés. Mais de manière générale, nous avons remarqué que depuis l'élection de Xiomara Castro, le comportement de la police a changé face aux mouvements sociaux. Il y a un peu moins de violence. Cette évolution, même minime, couplée à l'élection du nouveau procureur, nous donne de l'espoir, même si les processus sont très lents.

**Quel est votre bilan du début de mandat de Xiomara Castro?**

Je remarque une réelle volonté de réguler légalement l'accès et l'utilisation de la terre et des territoires, ce qui est une thématique centrale au Honduras. Tous les problèmes de déplacements forcés et de surexploitations des ressources en sont issus.

Il y a par exemple le cas du territoire de Tierras del padre. Le juge précédent avait admis qu'il était la propriété d'un grand entrepreneur immobilier, mais la nouvelle Cour suprême de justice, élue par le Congrès en février, a annulé ce verdict

en septembre. La zone de Tierras del padre a été rendue et reconnue comme appartenant à la communauté autochtone Lenca qui habite cette région depuis toujours. C'est un fait totalement historique qui marque un précédent.

**Ce sont les projets miniers et hydroélectriques qui menacent ces territoires ancestraux. Où en sont-ils aujourd'hui?**

Malheureusement, aujourd'hui encore, 33% du territoire hondurien a été attribué à ce genre de projets. C'est énorme. Le gouvernement actuel a commencé à prendre les choses en main, notamment en dérogeant en 2022 à la loi ZEDE (*Zonas de empleo y desarrollo económico, Région spéciale de développement*, ndlr). Ce régime d'exception a été instauré pour favoriser l'implantation de multinationales étrangères au Honduras en leur offrant une autonomie quasi totale. L'entreprise bénéficiaire devenait une sorte de gouvernement indépendant exerçant son autorité sur un territoire donné. Elle pouvait appliquer ses propres lois, notamment pour contrecarrer les mouvements de contestation.

Xiomara Castro a révoqué cette mesure, mais les anciennes concessions sont toujours en place. Plusieurs entreprises ont lancé des actions judiciaires contre l'Etat du Honduras auprès du Centre international pour le règlement des différends relatifs aux investissements (*CIRDI, organe faisant partie du groupe de la Banque mondiale*, ndlr). Elles réclament plusieurs centaines de millions de dollars à cause de la révocation du régime de ZEDE. Pour dire les choses telles qu'elles sont, le gouvernement a bousillé le business tout-puissant de certaines multinationales et elles ne sont pas contentes. Reste à voir comment la procédure d'arbitrage va se dérouler. I

<sup>1</sup>Projections aux cinémas du Grütli les 22 et 23 novembre 2023, suivies d'une discussion avec la réalisatrice. Programme complet sur le site Filmar.ch. <sup>2</sup>www.swissinfo.ch. «Denuncian el asesinato de al menos 23 defensoras ambientales en Honduras entre 2022 y 2023».

## Agenda de la solidarité

### EN AVANT LA FAIR WEEK! SOLIDARITÉ ET ÉVÈNEMENTS DU 17 AU 26 NOVEMBRE

Le mouvement du commerce équitable à Genève et à Carouge organise ces jours la Fair Week, une semaine équitable et solidaire. «La Fair Week est née en 2020 du souhait de dénoncer les dérives du Black Friday et de favoriser des pratiques qui redonnent une juste place à l'humain et à l'environnement», rappelle ses promoteurs. De nombreuses activités sont prévues. Une table-ronde le 22 novembre à 14h sur les liens à bâtir entre le commerce équitable Nord/Sud et les dynamiques de l'économie sociale et solidaire, un repair-café-couture, une exposition, un marché et un «lèche-vitrine responsable». Aux Magasins du monde, les clients seront invités à soutenir des projets à choix.

Programme sur [www.fairtradetown.ch/fr/fairweek2023](http://www.fairtradetown.ch/fr/fairweek2023)

### AU FRONT AVEC FILMAR FESTIVAL DU FILM LATINO JUSQU'AU 26 NOVEMBRE

Comme chaque année le festival Filmar en America latina sélectionne une série de documentaires et de fictions consacrés à des thématiques socio-économiques et aux invisibilisés. Parmi les 11 films de cette catégorie à voir cette semaine figurent *Vento na Fronteira* (2002) qui suit la trajectoire d'une autochtone Guaraní-Kaiowá en lutte pour récupérer la terre de ces ancêtres au Brésil. Un documentaire qui fait écho à un autre, *La rebelión de las flores*, lequel raconte l'occupation pacifique du Ministère de l'intérieur en Argentine pendant onze jours par des femmes issues de peuples premiers. D'autres longs métrages emmènent le spectateur au cœur de nombreuses luttes en Colombie, au Mexique, au Nicaragua, au Chili et en Bolivie.

Tout le programme sur [filmar.ch](http://filmar.ch)

### LA PALESTINE EN FILMS RENCONTRES CINÉ DU 29 NOVEMBRE AU 3 DÉCEMBRE

La 12<sup>e</sup> édition des rencontres Palestine: Filmer c'est exister ne sera pas comme les autres, annoncent ses organisateurs à l'heure des bombardements massifs sur Gaza, qui ont déjà fait quelque 13 000 morts. Le thème central choisi pour ce festival – les jeunes Palestiniens qui n'oublieront jamais la Nakba, la catastrophe du nettoyage ethnique de 1948 – «prend un sens plus dramatique» car il seront «marqué·e·s dans leur chair par la Nakba qu'ils-elles vivent actuellement», écrivent-ils. Parmi les quelque 25 films projetés en Suisse romande – dont plusieurs réalisateurs seront présents – a été maintenu *A Gaza week end* (2022). Une comédie à contre-courant, où Gaza devient ironiquement le «seul endroit sûr» pour les Israéliens victimes d'un virus...

[www.palestine-fce.ch](http://www.palestine-fce.ch)

### LA SOLIDARITÉ EN CADEAU MARCHÉ DE NOËL SOLIDAIRE DU 14 AU 16 DÉCEMBRE

Acheter des cadeaux éthiques et qui font du bien dans une ambiance chaleureuse. C'est ce que propose depuis 2007 le Marché de Noël solidaire au Centre Pôle Sud à Lausanne: 40 organisations actives dans la coopération au développement et le développement durable proposent des produits et objets du monde entier. Décorations, bijoux, textiles et bien-être principalement. L'évènement se présente comme «alternative solidaire et responsable à la frénésie consummatrice de Noël». Il est organisé par Pôle Sud et la Fédération vaudoise de coopération, et *Le Courrier* est son partenaire média. Buvette et restauration attendent aussi les visiteurs au 3, avenue Jean-Jacques Mercier. Jeu-ven: 17h-22h et samedi 11h-20h. Bénévoles recherchés! CKR [marchedenoelsolidaire.ch](http://marchedenoelsolidaire.ch)